

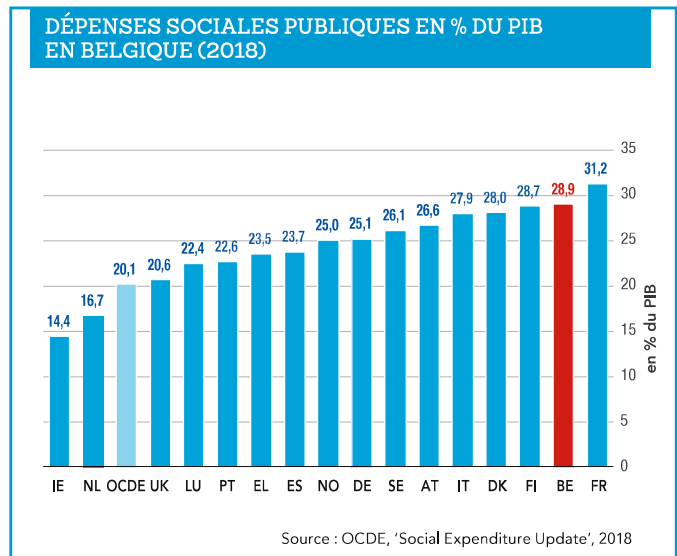
ANALYSE : L'INVESTISSEMENT

# Onéreux n'est pas synonyme de performant

Notre sécurité sociale est célèbre à l'étranger. Mais jusqu'à quand pourrons-nous continuer à financer ce modèle hors de prix ? En effet, des dépenses élevées ne sont pas par définition synonymes d'une performance élevée. Les structures et les postes de dépenses actuels sont-ils encore adaptés aux besoins et défis d'aujourd'hui ?



La Belgique investit 28,9% de son PIB dans les dépenses sociales<sup>1</sup> (concept plus englobant des dépenses sociales en comparaison avec les dépenses de sécurité sociale dont nous parlerons ci-dessous); elle se situe ainsi dans le peloton de tête de l'OCDE derrière la France<sup>2</sup>. Nous sommes les champions de la redistribution et affichons un score très élevé en matière d'égalité des revenus.



### QUI PAIE QUOI ?

La sécurité sociale des travailleurs salariés<sup>3</sup> coûte 71,8 milliards EUR sur base annuelle en Belgique (ONSS Gestion globale, 2018). C'est énorme. Depuis toujours, le régime des salariés est en grande partie financé grâce aux cotisations sociales des entreprises. Ces cotisations patronales et personnelles s'élevaient à 51,3 milliards EUR en 2018, soit 71,5% des recettes totales du système.

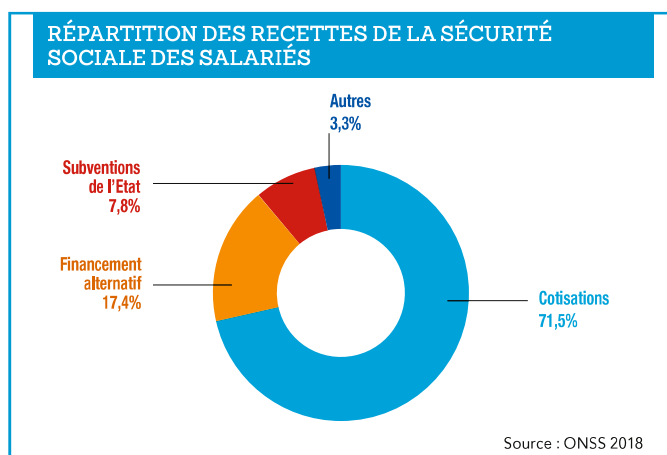
**1** Plusieurs domaines sont repris : vieillesse, survie, incapacité, santé, famille, programmes actifs du marché du travail, chômage, logement, dépenses publiques au niveau de l'éducation et de l'accueil des jeunes enfants jusqu'à l'âge de 6 ans.  
**2** OCDE, 'Social Expenditure Update', 2018.  
**3** Il existe aujourd'hui trois régimes de sécurité sociale : celui des travailleurs salariés, celui des indépendants et celui des fonctionnaires. Ce REFLECT se concentre sur la sécurité sociale classique des travailleurs salariés.

Les pouvoirs publics prennent le solde à leur compte. Cette partie provient du financement alternatif (une partie des recettes de TVA et du précompte mobilier représentant 12,5 milliards EUR en 2018 ou 17,4% des recettes totales) et des subventions de l'État (5,6 milliards EUR ou 7,8%, 2018). Ces dernières comprennent les subventions classiques et une dotation d'équilibre destinée à garantir l'équilibre budgétaire. La nouvelle loi sur le financement de la sécurité sociale d'avril 2017 – rendue nécessaire par la dernière réforme de l'État et le taxshift – responsabilise les partenaires sociaux dans la fixation de cette dernière dotation. Ils doivent veiller à ce que leurs accords sociaux soient neutres sur le plan budgétaire. Le diagramme ci-dessous montre la part des différentes sources de financement de la sécurité sociale des salariés.

La Belgique investit 28,9% de son PIB dans les dépenses sociales

On le constate aussi dans les soins de santé, qui représentent 34,7% (23,7 milliards EUR) des dépenses. Malgré la satisfaction globale des utilisateurs, les soins de santé ne répondent pas encore suffisamment aux besoins médicaux, compte tenu de la meilleure preuve scientifique disponible. Songeons à la prescription d'antibiotiques ou à l'utilisation de l'imagerie médicale<sup>4</sup>.

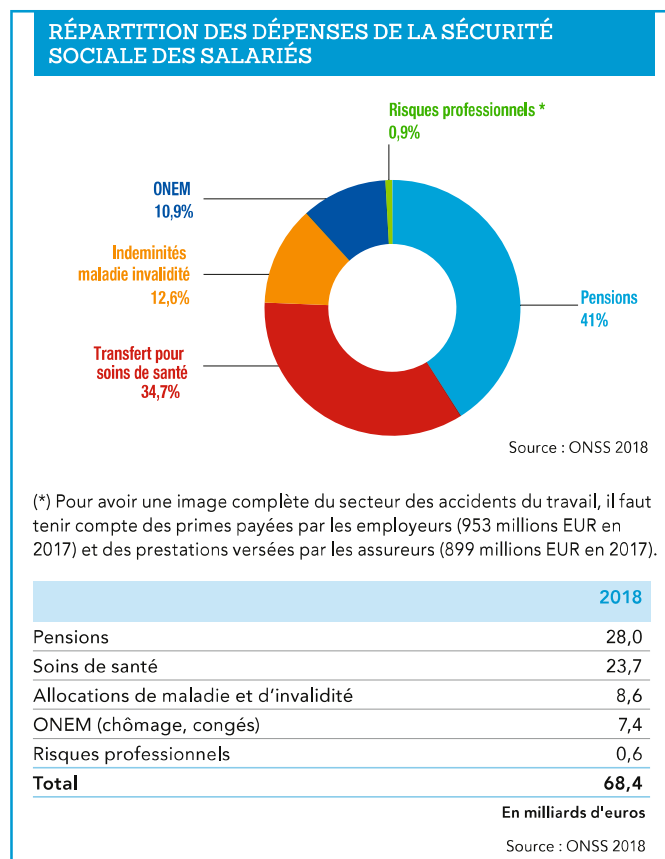
Les dépenses consacrées au chômage (congrés compris) ont diminué de 39,1% au fil des ans (de 12,2 milliards EUR en 2013 à 7,4 milliards EUR en 2018). À la suite du durcissement de l'assurance-chômage, les dépenses de l'assurance-maladie ont augmenté de 32,7% au cours des dernières années (de 6,5 milliards EUR en 2013 à 8,6 milliards EUR en 2018). Il est donc nécessaire que notre sécurité sociale mène une politique activatrice dans toutes ses branches. Le vieillissement de la population poussera encore les dépenses de pension et de soins de santé à la hausse. La sécurité sociale, telle qu'elle est organisée aujourd'hui, risque de devenir impayable.



Les cotisations sociales ne suffisent plus à couvrir toutes les dépenses de sécurité sociale. Au fil du temps, le financement alternatif et les subventions de l'État ont pris une part croissante, de sorte que la part relative des cotisations sociales a diminué. Pourtant, la masse totale des cotisations a fortement augmenté depuis le début de ce siècle ; elle a même presque doublé. Nous ne pouvons supporter cette tendance à la hausse dans la durée.

### DES COÛTS PROPORTIONNÉS À LA PERFORMANCE

Que financent ces ressources ? Si l'on examine les différents postes de dépense du régime des travailleurs salariés, on constate que les pensions légales représentent la plus grosse part (41%) des dépenses totales de la sécurité sociale. Or, les ratios de remplacement ne sont pas toujours royaux (lire l'article 'Solidarité vs. assurance. Où trouver un équilibre ?', p. 4). Des dépenses élevées ne sont donc pas par définition synonymes d'une performance élevée.



<sup>4</sup> Centre fédéral d'expertise des soins de santé (KCE), Rapport Performance, 2015.

► **LA MAIN-D'ŒUVRE EST ONÉREUSE**

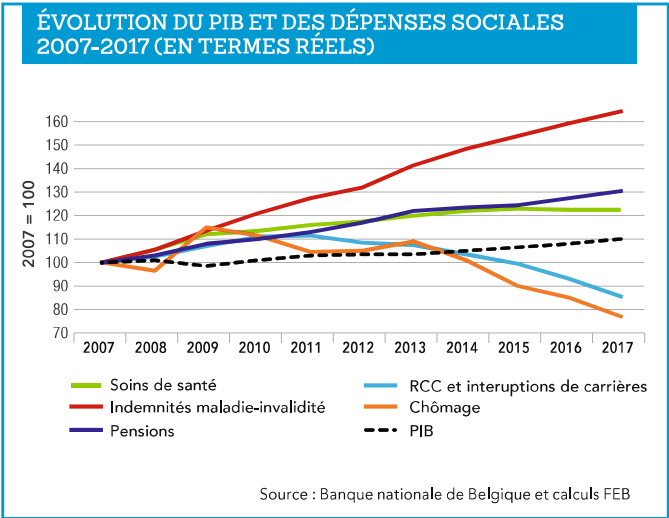
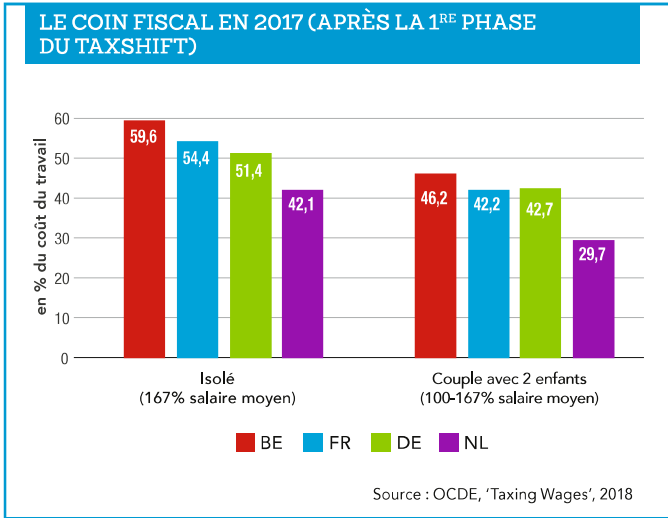
Les cotisations sociales prélevées sur les salaires étant la principale source de financement de la sécurité sociale, la main-d'œuvre est onéreuse dans notre pays. Le talent, notre seule matière première, est très coûteux. En effet, les prélèvements publics sont très lourds. C'est ce que montre le coût salarial, la différence entre le coût total pour l'employeur et le salaire net du travailleur (voir graphique ci-dessous). Augmenter les charges des entreprises pour couvrir les dépenses sociales croissantes détériore le tissu économique : c'est donc une très mauvaise idée. Cela réduit la compétitivité de nos entreprises et freine notre croissance. Le résultat est une sécurité sociale moins durable. À l'inverse, la réduction des charges sur le travail augmente l'attractivité du travail et stimule la création d'emploi. Avoir un emploi est la meilleure sécurité sociale pour les gens et contribue durablement à notre sécurité sociale (moins de dépenses, plus de recettes).

Les pensions légales absorberont jusqu'à 41% des moyens disponibles

La solidarité doit-elle supporter tous les soins non essentiels ?

Notre pays doit oser analyser ses dépenses. Avec un rythme de dépenses sociales structurellement supérieur aux recettes, le système touchera tôt ou tard ses limites. Étant donné que de gros postes de dépenses, comme les allocations de maladie et d'invalidité, les pensions et les soins de santé, augmentent plus vite que le PIB (voir graphique ci-dessous), nous sommes confrontés à un sérieux problème.

La vraie question à se poser est : que voulons-nous vraiment couvrir avec notre sécurité sociale ? Utilisons-nous efficacement les moyens disponibles ? Notre politique est-elle suffisamment sélective pour couvrir les cas vraiment problématiques sans compromettre l'assise générale ? La solidarité doit-elle continuer à supporter tous les soins non essentiels ? Les structures et postes de dépenses actuels sont-ils encore adaptés aux vrais besoins et aux défis d'aujourd'hui ? Que pouvons-nous apprendre de l'étranger ? Les différents articles de ce REFLECT formulent des propositions et des réponses. ■



**LA FEB CONSTATE QUE ...**

- la masse des charges sociales a presque doublé depuis le début de ce siècle ;
- les dépenses liées au vieillissement vont encore augmenter ;
- des dépenses élevées ne sont pas synonymes de haute performance.